



Communiqué de presse

AREVA ne fera pas la loi au NIGER

Areva profite de l'état d'urgence au Nord du Niger pour valider son énorme projet minier d'Imouraren.

Le vendredi 16 mai, Areva a organisé à Agadez, au Nord du Niger une « *audience publique et un atelier de validation de l'étude d'impact environnemental* » de son nouveau projet minier : Imouraren (4 000 tonnes par an en 2012).

Suite au déclenchement d'une rébellion armée en 2007, l'état d'exception est décrété sur la région d'Agadez; tous les pouvoirs sont donnés à l'armée : exécutions sommaires ciblées, arrestations arbitraires, destruction des moyens de subsistance des nomades, populations déplacées, ONGs interdites, radios et presse muselées, sont le lot quotidien des habitants de la région... Cette « audience » est un écran de fumée. Areva profite de cette situation : qui osera, dans un tel contexte, venir exprimer son désaccord avec le projet du géant nucléaire qui agit en toute impunité avec la bénédiction du pouvoir central nigérien !?

Des manœuvres sournoises ont été opérées pour limiter la participation de certaines structures dans la tenue et la conduite des audiences. En effet, le Comité Ad-hoc, pourtant missionné en 2006 par le ministère de l'Hydraulique, de l'Environnement, a été mis à l'écart par un arrêté du ministère des Mines et de l'Energie du Niger pris en avril 2008, ce qui est certainement le résultat d'arrangements avec le géant nucléaire français.

De plus, le volumineux rapport provisoire de l'étude d'impact environnemental du projet d'Areva est volontairement rendu inaccessible. La majorité des participants à cet atelier n'ont pas eu accès à ce dernier, puis le temps imparti pour sa consultation a été sciemment réduit.

Enfin, il n'y a eu aucune contre-expertise scientifique indépendante permettant aux participants d'opérer un choix ou d'émettre des avis conséquents sur un projet aussi énorme.

Des milliers d'éleveurs, maraîchers, artisans, acteurs économiques sont directement menacés par la future mine d'Areva : spoliation des terres agro-pastorales, destruction de la faune et de la flore, contamination de l'air, contamination radiologique, épuisement et pollution de la nappe phréatique, pollutions annexes innombrables et destruction irrémédiable du tissu socio-économique...

Les populations autochtones et les ouvriers subissent déjà depuis 40 ans les conséquences désastreuses des activités minières de la société à Arlit et Akokan.

Nous demandons :

Pour les sites déjà exploités par Areva :

- La **dépollution** des sites déjà exploités et une expertise indépendante : après 40 ans d'extraction minière **un moratoire** de trois ans ou cinq ans renouvelable, avant tout nouveau projet minier, doit être obtenu de la part des instances internationales pour s'assurer que :

- les déchets miniers (résidus et stériles) et les ferrailles contaminées ont été correctement regroupés et entreposés de façon à garantir leur confinement sur le très long terme
- le paysage a retrouvé ses formes anciennes et qu'il n'existe plus d'enfouissements discrets comme on en a retrouvé en France près de Saclay ou dans le Massif Central,
- tous les travailleurs et ex-travailleurs des mines ainsi que les populations ayant vécu à proximité de l'exploitation bénéficient d'un examen médical complet, d'une évaluation rétrospective des doses subies, de l'inscription dans un programme de suivi sanitaire à long terme réalisé par des cabinets médicaux compétents et indépendants,
- la qualité de la nappe phréatique est à un bon niveau écologique, physicochimique, etc.

Pour les nouveaux permis :

- il faut s'assurer, par des contraintes à priori, que ne se renouvelleront pas les confusions actuelles entre exploitant minier et médecine d'entreprise, et que des taxes parafiscales, comme il en existe en France, seront prélevées et confiées à une gestion spécialisée et indépendante pour la remise en état des sites après extraction et pour une gestion saine, équitable et concertée des ressources en eau.

**%Attac - Cedetim - CNT - Collectif Tchinchaghén - LCR - Les Verts
Réseau Sortir du Nucléaire - Sud Energie/Solidaires - Survie - Via Campesina**

Email : arevaneferapaslaloi@gmail.com - Site : <http://areva.niger.free.fr>